penelopes@penelopes.org III 30 janvier 2001

Le féminisme, enjeu de la lutte anti-libérale

Par Joelle Palmieri

Les mouvements anti-libéraux sont en marche et passent souvent à côté du féminisme. Volonté politique, méconnaissance, erreur d'analyse ou tout simplement indifférence? Les choses bougent, les rencontres successives en attestent.

A la veille du contre-sommet européen de Nice et du Forum Social Mondial à Porto Alegre au Brésil, les différentes organisations protagonistes semblent opérer un tournant non négligeable en intégrant plus ou moins adroitement un des axes majeurs du mouvement social : le féminisme. Force est de constater que 80% des pauvres et 67% des analphabètes dans le monde sont des femmes. Les femmes sont victimes certes, mais nombre d'entre elles sont conscientes que la diversité de leurs revendications et leur pratique d'un pluralisme économique, établissent un contre-courant à la théorie économique dominante, libérale et patriarcale. La destruction de la nature, la course aux armements, la pauvreté, procèdent en effet des mêmes stratégies politiques et économiques, celles-là même qui sont basées sur la domination masculine et sur la négation de la femme comme " être citoyen " à part entière. Le libéralisme s'appuie en effet sur les fondements même du patriarcat : domination de la propriété privée, exploitation du corps humain, division du travail (le domestique et le non-domestique), travail non rémunéré (ignorance du " privé "), organisation pyramidale, hiérarchie, dépendance, reproduction, inégalité, violences à l'égard des femmes, dont la prostitution. Ainsi, l'écoféminisme (écologie-féminisme), créé dans les années 70 par Françoise d'Eaubonne, s'oppose de façon radicale à la mondialisation financière, dénonce l'instrumentalisation du vivant par les multinationales pharmaceutiques et agroalimentaires et les proxénètes, à des seules fins de profit immédiat. Vandana Shiva, physicienne et philosophe indienne des Sciences, se mobilise aux côtés de millions de paysans, dans la lutte contre les pesticides et les semences génétiquement modifiées. Maria Mies, anthropologue et sociologue allemande, lutte activement contre les méthodes de reproduction artificielle. Toutes deux étaient invitées avec courtoisie à Millau, Prague... par les militants anti-libéraux. Devenues stars de l'anti-mondialisation financière, ces femmes sont devenues incontournables, mais peu état est fait, par les militants, de leur engagement féministe. Plus récemment, la Marche Mondiale des femmes < 11-jp-mondiali-marche>, faisant également de la lutte contre la mondialisation financière un de ses chevaux de bataille, devenait un passage obligé pour ces militants progressistes, même si elle était soutenue sur la pointe des pieds. Point de relais par Attac et par tous ses membres fondateurs…

L'exception française

En France, les fondements mêmes de la République, hérités de la Révolution Française, et le code Napoléon emmurent le pays dans une position extrêmement antiféministe et patriarcale. Au moment du débat sur la parité, ceux qui s'y opposaient mettaient en avant la notion d'"un citoyen abstrait", indifféremment homme ou femme, qui symbolise " notre " République, seule dépositaire de la démocratie. L'universalisme, dont ils revendiquent le label républicain, masque, en fait, un régime féodal sexiste dont les femmes sont exclues. La parité, en faisant apparaître les deux genres, féminin et masculin, démasque cette imposture, sans pour autant y remédier (le texte voté n'a rien à voir avec la théorie féministe développée). Soutenue par la majorité des partis de gauche, elle ne résout néanmoins pas la question de l'égalité, qui n'est toujours pas un principe, bien au contraire. Il existe des contradictions fondamentales entre l'affirmation révolutionnaire posant l'égalité comme partie prenante du projet politique français, "liberté, égalité, fraternité", avec l'exclusion de toutes les femmes de la citoyenneté, jusqu'en 1944. Dans la foulée, les Françaises ont dû attendre 1967 pour obtenir le droit à la contraception, 1974, pour celui à l'avortement et 1980 pour la reconnaissance par les tribunaux du viol conjugal… et, on l'aura compris, le féminisme ne s'arrête pas à la conquête de ces droits. Selon Marie-Victoire Louis, sociologue, il existe une " cohérence du système qui s'est construit sur les fondements patriarcaux du droit, inscrits dans la sphère dite, de manière inappropriée, du "privé" ".

De fait, l'antiféminisme prédomine et obère toute critique sérieuse du système libéral. Les organisations de gauche comme les syndicats n'y échappent pas. Selon Christine Bard, historienne, " maintes fois, les féministes, analysant leurs rapports avec les hommes de gauche comme de droite, ont souligné leur indifférence, leur hypocrisie, leurs préjugés, et noté que leurs rares alliés manifestaient une sensibilité – d'ailleurs difficile à définir – sans rapport évident avec

leur orientation idéologique ”. Cette indifférence se paiera cher.

Un défi à relever

Les femmes représentent à la fois les principales victimes de la mondialisation financière mais aussi les principales porteuses de résistance. Les tribunaux pénaux internationaux pour le Rwanda, pour l’ex-Yougoslavie, ont été principalement imposés par les femmes qui refusent les génocides, les crimes contre l’humanité, les viols, l’épuration ethnique… Aux Philippines, les femmes ont fait fermer des bases militaires américaines, ce qui a libéré pour leur pays des sommes d’argent monumentales. Cette lutte pour la paix représente tout un arsenal d’actions liées à l’éducation, à la santé… vers une véritable justice sociale.

En France, au sein d’Attac, une initiative “ femmes d’Attac ” < 11-jp-mondiali-attac>a vu le jour et s’inscrit délibérément dans une logique du “ pour ” en opposition à celle du “ contre ”. Quatre femmes et un homme ont pris la parole durant 25 minutes à la tribune de l’AG de St-Brieuc, pour convaincre 700 militant-es que l’intégration de la dimension du genre dans ce mouvement d’éducation populaire est inéluctable. Penser la parité des instances, l’organisation de rencontres hors contre-“ quelque chose ”, l’instauration des moyens de la mixité, la sexuation des analyses, la lutte contre le patriarcat, intégrer la dimension du genre, inventer une “ bourse < 11-jp-citoyen-bisou> où l'on n'échange rien que ce qui n'a pas de valeur… ”, font partie de la panoplie des actions à mettre en œuvre si ce mouvement ne veut pas périr dans l’œuf. De fait, tout mouvement contre le libéralisme devrait remettre en cause tous les pouvoirs, tous les intérêts, toutes les hiérarchies, pour être redistribués de manière égale. Comme le souligne Marie-Victoire Louis, il est temps de travailler ensemble, hommes et femmes, “ à la construction d’un autre universalisme : ni patriarcal, ni sexiste, ni raciste, ni homophobe, ni impérialiste, ni nationaliste... ”. A suivre, donc.